



News ! de la Coopération luxembourgeoise

2ème Forum du Myanmar pour la Coopération au développement

Le Luxembourg a été représenté, à côté d'un certain nombre d'autres bailleurs de fonds européens, asiatiques, américains ainsi que d'organisations internationales (y compris non gouvernementales) au deuxième Forum de coopération au développement du Myanmar à Nay Pyi Taw, fin janvier 2014.

Le Président du Myanmar, M. Thein Sein, a évoqué les processus de réformes en cours dans le pays : politique, économique, de l'administration publique et du développement du secteur privé. Le gouvernement va se concentrer sur les sept domaines suivants et mettre en œuvre des projets qui bénéficieraient directement au peuple : électricité, accès à l'eau, développement du secteur rural, création d'emplois, développement du tourisme, développement du secteur financier et développement du commerce et de l'investissement.

Les stratégies du Myanmar pour les progrès futurs, le processus de paix, l'agenda des réformes du pays ainsi que le sujet de l'efficacité de l'aide ont été discutés entre participants au Forum. Il y a eu un échange de vue et une identification de leçons apprises et de futurs pas à prendre afin de mieux soutenir le Myanmar dans sa transition.

Si les partenaires de développement du Myanmar ont reconnu et félicité le pays des progrès considérables achevés en ce bref laps de temps depuis la réouverture du pays, des problèmes plus concrets, notamment dans la mise en œuvre des projets ont aussi pu être adressés.

A noter que suite au processus d'ouverture et de transition lancé en 2011, la Coopération luxembourgeoise a décidé d'augmenter son aide en faveur du Myanmar sur le court et le moyen terme. La coopération bilatérale se concentrera vraisemblablement sur la formation et le renforcement des capacités dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie et sur le développement local et rural. Outre le fait que ces deux secteurs sont prioritaires pour le développement du Myanmar, la coopération luxembourgeoise dispose d'une longue expérience dans la région dans ces domaines. Le Luxembourg y soutient aussi des projets multilatéraux e.a. du PAM, de l'UNHCR et de l'UNODC.

Contenu

Articles

2 ^{ème} forum du Myanmar pour la Coopération au développement	1
Appui aux TIC : Burkina Faso	2
Luxembourg-Rwanda : la fin de 20 ans de collaboration	3
JPO auprès HCR : Thaïlande	3
Soutien au Laos	3
Des 'petit fonds' de grande utilité	4
Pose de 1 ^{er} pierre : Niger	5
Visite officielle au Cap Vert	5

En bref

Luxembourg devient membre du MOPAN	2
Evaluations des projets : Rwanda	3
Groupe Consultatif Sénégal	4
Au cœur de l'actualité	5

Le Luxembourg devient membre du MOPAN

Soucieux de contribuer à l'amélioration de l'efficacité des organisations multilatérales, le Luxembourg a décidé de devenir membre à part entier, du réseau de mesure des performances des organisations multilatérales (MOPAN).

Le MOPAN est un réseau de 17 pays qui ont pour intérêt commun d'évaluer les principales organisations multilatérales qu'ils financent. Les membres du MOPAN conviennent d'effectuer des évaluations conjointes en se focalisant en premier lieu sur la gestion stratégique, opérationnelle, relationnelle et des connaissances, de partager les informations et de tirer parti de leurs expériences respectives en matière de suivi et d'évaluation des performances des organisations multilatérales.

www.mopanonline.org

Appui aux Technologies d'Information et de Communication au Burkina Faso

Le premier acte concret du Projet BKF/021 « Appui aux Technologies d'Information et de Communication (TIC) au Burkina Faso » a été l'inauguration officielle le 20 janvier 2014 de la connexion par satellite du Centre national de Transfusion sanguine de Ouagadougou et du Centre régional à Bobo Dioulasso. La cérémonie a été placée sous le co-patronage du Ministre de la Santé, du Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes ainsi que du Chargé d'affaires de l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg au Burkina Faso. Le projet BKF/021 « Appui au développement des TIC au Burkina Faso » a identifié le sous-secteur de la transfusion sanguine parmi d'autres comme un secteur clé où les TIC peuvent améliorer l'efficacité du système national de suivi. Mettre les TIC au service de la santé des populations constitue une des principales priorités de ce nouveau financement de la Coopération luxembourgeoise, qui vient en complémentarité à un appui important déjà en cours du Projet BKF/020 « Appui au plan stratégique de renforcement de la transfusion sanguine ».

Après la connexion des deux sites, il est prévu que les autres structures de transfusion sanguine sur l'ensemble du territoire national soient aussi reliées et qu'à terme, ce nouvel appui aura des répercussions positives nettes dans la gestion des stocks de produits sanguins.

Fin de la coopération Luxembourg-Rwanda après 25 ans de collaboration

Le premier projet mis en œuvre par la Coopération luxembourgeoise au Rwanda date de 1989. Jusqu'en 1998, le Luxembourg intervenait dans les secteurs de la santé, du développement rural, de l'éducation, et de la formation professionnelle. A partir de 1999, les interventions ont été concentrées uniquement sur les secteurs de la santé et du développement rural. Dans le cadre de sa politique de concentration sur un nombre limité de pays partenaires, la Coopération luxembourgeoise avait informé il y a déjà quelques années les autorités rwandaises qu'elle allait mettre fin à la coopération bilatérale à la fin des dernières activités encore en cours.

Dans ce cadre, une délégation luxembourgeoise s'est rendue au Rwanda du 26 au 30 novembre 2013. Les autorités rwandaises ont exprimé leur regret sur le départ d'une coopération qu'elles qualifiaient d'efficace, transparente et discrète. La coopération entre les deux pays pourrait continuer à travers une intervention d'ATTFF.

La délégation s'est rendue aux infrastructures réalisées à Kigali et à Rwamagana, qui sont pérennes et bien entretenues, et vont continuer à servir dans leurs fonctions initiales. A Rwamagana, bourgade située à l'est de Kigali, l'hôpital de District et l'Ecole des Sciences Infirmières réhabilités et agrandis sur financement luxembourgeois sont au centre de la couverture sanitaire du District comptant 350.000 habitants. De nombreuses autres infrastructures en partie délocalisées à travers le District se sont greffées dessus (centre de gestion des épidémies et catastrophes naturelles de la Province de l'Est, maternités, centres de santé). L'impact du départ de la Coopération luxembourgeoise est largement compensé par l'arrivée d'autres bailleurs.

La Coopération luxembourgeoise avait également des projets de développement rural exécutés par LuxDev qui se situaient au Bugesera, la région la plus plate du Rwanda. Le bilan est plus mitigé. D'un côté, les pistes rurales construites sur financement luxembourgeois, bien entretenues par les autorités, ont permis de désenclaver la région et d'améliorer la vie des populations rurales. Par contre, l'idée d'introduire des cultures irriguées, un « projet-pilote pour l'irrigation » selon le ministère de l'Agriculture rwandais, n'a pas abouti.

JPO auprès du HCR à Mae Hong Son, Thaïlande

Voilà un peu plus de trois mois que j'ai rejoint l'équipe du HCR à Mae Hong Son, une petite ville de 6000 habitants au nord de la Thaïlande, à une trentaine de kilomètres de la frontière birmane. En tout, la Thaïlande compte aujourd'hui neuf camps où vivent près de 130 000 réfugiés ayant fui la Birmanie dans les années 1980 et 1990 pour échapper aux combats qui faisaient rage dans leur pays. Le bureau de Mae Hong Son est responsable pour deux camps de réfugiés, à savoir celui de Ban Mae Nai Soi comptant plus de 13 000 réfugiés essentiellement issus du groupe karen, et le camp de Ban Mae Surin où vivent 3 500 réfugiés majoritairement karens.



Antoine Sfeir – Mae Hong Son, Thaïlande

La situation évolue très vite, au rythme des changements que connaît la Birmanie depuis l'arrivée d'un gouvernement civil en 2010. Beaucoup de réfugiés s'interrogent aujourd'hui sur la possibilité pour retourner dans leurs foyers et de retrouver une vie normale. Mais la peur est toujours présente et les rumeurs alimentent la confusion et l'anxiété parmi les réfugiés. Ma mission consiste en un travail d'information auprès des réfugiés afin de les aider à comprendre au mieux la réalité de la situation et de leur permettre d'envisager leur avenir avec le plus de sérénité possible.

Evidemment, les situations d'urgence sont nombreuses et nécessitent une grande réactivité de la part de nos équipes. Ainsi, le 28 décembre dernier un incendie emporta une vingtaine de maisons dans le camp de Ban Mae Nai Soi, laissant plus de cent personnes sans abri. Il nous fallut donc acheminer des produits de première nécessité et trouver un toit aux victimes ; un défi relevé avec l'aide de la communauté humanitaire, du gouvernement thaïlandais et des réfugiés qui firent tous preuve d'une générosité admirable.

C'est un privilège et un honneur de servir une telle cause et je compte bien continuer d'investir toute mon énergie à la réussite des objectifs fixés par le HCR.

-Antoine Sfeir

Soutien luxembourgeois à la gouvernance au Laos

La réduction de la pauvreté et un développement économique durable sont au cœur du 7e Plan de Développement Socio-Economique du Laos qui prévoit la sortie du Laos de la catégorie des pays les moins développés pour 2020. Cet agenda ambitieux ne pourra toutefois être réalisé que par un renforcement des capacités à tous les niveaux, passant du niveau national aux provinces et districts jusqu'aux administrations des *Kumbans* (communautés des villages) et même des villages.

Cette approche se reflète d'ailleurs dans la politique lao de Sam Sang, basée sur trois piliers : le renforcement de la capacité de planification des provinces, une augmentation des responsabilités et moyens administratifs et financiers des districts et une participation plus active des communautés de villages.

Evaluation des projets au Rwanda

Le Comité de Pilotage du projet « Appui à la Santé » a surtout été consacré à la présentation des résultats du projet à sa clôture.

D'après l'évaluation finale extérieure du projet, celui-ci a atteint 88 % de ses objectifs sur le premier résultat prévu (appui à l'Hôpital de District de Rwamagana), 86 % sur le deuxième résultat (amélioration de la néonatalogie), 85 % sur le troisième (établissement de projets pour les hôpitaux de District), et 64 % sur le volet « recherche » (ce dernier taux s'expliquant par le fait que les résultats des recherches et études effectuées dans le cadre du projet n'ont largement pas encore été publiés dans des revues scientifiques internationales et sont donc encore considérées comme non-existantes).

Un autre point de l'ordre du jour était la finalisation du transfert des équipements (matériel informatique, mobilier, voitures et motocyclettes) à la partie rwandaise.



Centre de santé de Rwamagana, Rwanda



Des femmes issues de la minorité Hmong lors d'une réunion de planification

Groupe Consultatif Sénégal 2014

Les 24 et 25 février 2014, une délégation du ministère des Affaires étrangères a participé à Paris à la table ronde des bailleurs de fonds (nommée Groupe Consultatif) que le Sénégal a organisé avec l'appui technique de la Banque Mondiale et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). L'objectif majeur du Groupe Consultatif a été de mobiliser l'ensemble des acteurs autour du financement des priorités consensuelles et des projets structurants capables d'accroître la productivité des facteurs de production du Sénégal.

<http://www.gcsenegal.gouv.sn/>



Le Luxembourg, en collaboration avec d'autres partenaires de développement, soutient ce processus aussi bien par des initiatives bilatérales qu'à travers des agences onusiennes telles que le PNUD, l'UNCDF et le FIDA. C'est ainsi que la Coopération luxembourgeoise soutient notamment depuis 2009 à travers LuxDev plusieurs districts dans la province de Bolikhamxay dans le renforcement des capacités institutionnelles et la mise en place de processus décisionnels participatifs. Basé sur ces succès un projet similaire est sur le point de débiter dans la province de Khammouane, province qui bénéficiait déjà d'un soutien luxembourgeois dans le secteur de la formation professionnelle.

Si les priorités thématiques des interventions en la matière varient, elles ont surtout l'encouragement à l'autonomisation des paysans et villageois les plus pauvres en commun. En plus du renforcement des capacités des autorités à tous niveaux, les programmes mettent à disposition des fonds dont les villages ou districts auront eux-mêmes la responsabilité. Au niveau des villages, tous les habitants participeront à la définition de priorités dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture ou encore des infrastructures. Un comité de sélection, au niveau du village ou du district, se base alors sur ces consultations pour choisir quelles propositions seront financées selon le budget disponible. Pour la plupart des bénéficiaires cette participation active dans les décisions de développement de leur commune constitue à la fois une première et une expérience très positive. D'un autre côté, cette approche qui fait transiter les fonds à travers les systèmes nationaux en place, permet aux administrations des districts de bénéficier d'une formation pratique dans la planification et la mise en œuvre de moyens budgétaires.

Pour une femme issue de la minorité Hmong cette approche participative a enfin permis l'autonomisation des villageois : « Même si nous sommes illettrés et ne parlons pas le lao, nous savons ce que nous voulons ! ».

Fonds envoyés par les travailleurs migrants : des "petits fonds" de grande utilité à haut potentiel

En 2011, le volume des fonds envoyés par les travailleurs migrants à leur famille dans les pays en voie de développement dépasse l'APD. Traditionnellement, ces flux ont été, dans leur majorité, à la fois "cachés et pleinement visibles", souvent non comptabilisés, voire ignorés. Ces ressources financières, désignées sous le nom d'envois de fonds, permettent à des millions de personnes de subvenir à leurs besoins essentiels de nourriture, d'habillement et de logement mais le véritable potentiel de transformation de ces fonds tient cependant au fait qu'ils sont utilisés pour l'éducation, la santé et les petites entreprises.

Depuis 2006, le Luxembourg soutient un programme géré par le FIDA à Rome qui a été initié par le ministère des Finances et continue d'être appuyé par la Direction de la coopération. Ici le Luxembourg fait figure de pionnier parmi les bailleurs de fonds pour son engagement précoce dans ce domaine. L'objectif de ce programme est l'avancement de la mise en place de mécanismes de transferts et l'appui de résolutions du G8 et du G20 pour réduire les coûts souvent exorbitants des transferts des fonds des migrants à 5 % en 5 ans.

Les "petits fonds" sont utilisés en premier lieu pour répondre aux besoins familiaux immédiats, mais une partie non négligeable demeure également disponible à diverses fins – épargne, mobilisation de crédit et autres formes d'investissement. Autrement dit, l'un des plus importants efforts mondiaux de réduction de la pauvreté – consenti simultanément par des millions d'individus – pourrait aussi contribuer de manière bien plus efficace au développement économique local.

Et les résultats dans ce secteur sont réels, on peut citer l'exemple du programme au Cameroun, où on a réussi à réduire les frais de transferts des fonds des émigrés de 17 %, ayant comme corolaire direct, une augmentation moyenne de 12 % de l'épargne pour ces familles en créant ainsi un filet de sécurité social et en réduisant par la même leurs vulnérabilité à "l'extrême-pauvreté".

Les fonds luxembourgeois ont été affectés à un nombre de projets innovants de cette nature au profit des populations rurales.

Direction de la Coopération
au développement et de
l'action humanitaire,
Ministère des Affaires
étrangères et européennes

6 rue de la Congrégation L-1325
+352 24 78 23 51
+352 4638 42
info.cooperation@mae.etat.lu

Retrouvez-nous sur le Web :
<http://cooperation.mae.lu>
<http://cooperation.lu>

Pour vous désinscrire envoyez
« désinscrire » à
info.cooperation@mae.etat.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Pose de la première pierre

Le 21 janvier 2014 à Niamey a eu lieu la pose de la première pierre pour lancer un vaste programme d'appui en infrastructures et en formations dans le cadre du programme NIG/017 « Appui au Programme national de Formation professionnelle et technique et d'Insertion des jeunes Sortants ». La Coopération luxembourgeoise financera notamment la construction de trois complexes abritant les directions régionales, les inspections pédagogiques des enseignements professionnels et techniques et les plateformes d'information et d'orientation des jeunes diplômés de l'enseignement professionnel et technique, dans les régions de Niamey, Tahoua et Zinder. La cérémonie de lancement a été suivie par une réunion du comité de pilotage lors de laquelle le plan de travail 2014 a été approuvé.

Visite officielle au Cap-Vert

Le lundi 3 mars 2014, Romain Schneider, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, et Jorge Borges, ministre des Relations extérieures du Cap-Vert, ont présidé la 14e Commission de partenariat entre le Luxembourg et le Cap-Vert, un des neuf pays partenaires de la Coopération. Lors des échanges, les deux ministres ont passé en revue l'actualité politique avant de se concentrer sur les relations de coopération au développement dans le cadre du Programme indicatif de coopération 2011-2015, qui s'élève actuellement à 60 million d'euros. À cet effet, les deux ministres ont fait le point sur l'état d'avancement des différents projets et programmes actuellement mis en œuvre au Cap-Vert dans les secteurs de la formation professionnelle, de l'eau et de l'assainissement, de la santé et de la sécurité alimentaire. La Commission de partenariat a pu être clôturée par la signature d'un protocole d'accord entre les deux gouvernements, portant sur une assistance technique dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique intégrée Éducation, Formation, Emploi du Cap-Vert.

Le Premier ministre Xavier Bettel, s'est rendu à Praia le 3 mars. Il a été accueilli par le Premier ministre capverdien José Maria Neves pour sa première visite officielle en dehors de l'UE.



M. Neves, M. Schneider et M. Bettel à Praia

M. Bettel a tenu à féliciter les autorités pour l'exemple de démocratie, de bonne gouvernance et de développement que représente le Cap-Vert. En dehors des relations bilatérales ce sont notamment les relations UE – Cap-Vert et la situation économique, politique et sociale du pays qui ont été abordées. Le Premier ministre Neves a souligné que le Cap-Vert offre aujourd'hui des opportunités à saisir pour des investisseurs potentiels. Le Premier

ministre Bettel a félicité le gouvernement capverdien de ses visions ambitieuses et de sa détermination pour atteindre 100% d'énergies renouvelables au Cap-Vert en 2030, notamment grâce au vent et au soleil.

Notons que dans le cadre de sa visite le Premier ministre a officiellement inauguré le lycée à Ponta Verde sur l'île de Fogo. Ce lycée, déjà en fonction depuis septembre 2013, a été financé par le gouvernement luxembourgeois et réalisé avec le concours de la coopération luxembourgeoise. L'EHTCV (Ecole d'Hôtellerie et de Tourisme au Cap-Vert) et le lycée sont deux exemples qui montrent que la Coopération luxembourgeoise se base sur une approche intégrative, axée sur la formation des générations futures qui contribue ainsi au développement durable de sa population et de son économie.